

FLN

# Rififi au sein du groupe parlementaire

**Une guerre de positions en vue des prochaines élections législatives fait rage au sein du vieux Front du pouvoir, le FLN, mettant aux prises deux camps qui ne s'embarrassent pas d'étaler en public leur linge sale.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Il est quelque part écrit que le FLN ne sort d'une crise que pour replonger aussitôt dans une autre. A peine si le nouveau secrétaire général du parti a réussi à «cicatriser» l'essentiel des plaies qui le gangrenaient depuis longtemps qu'il doit faire face à une crise couvant au sein du groupe parlementaire du Front. Avec en toile de fond, une terrible guerre de positions en vue des prochaines élections législatives, mais pas que cela.

Pour ce faire, et comme nombre d'actuels députés sont intéressés par une autre mandature, il n'y a pas d'autres moyens pour eux que de se livrer une bataille d'élimination, recourant, pour ce faire, à l'arme de la rumeur à colporter sur l'autre.

Et cette guerre, jusque-là menée en coulisses, est remontée à la surface pour devenir du

domaine public, hier mardi, à l'occasion de la séance de présentation et de débat du projet de loi sur la sécurité routière. C'est ainsi que le chef du groupe parlementaire du FLN a sollicité et obtenu un point d'ordre qui ne concernera point l'objet des débats du jour.

En effet, Mohamed Djemai a mis à profit ce temps d'intervention pour renouveler la «fidélité des députés du vieux Front au président de la République et à son programme», dénonçant, au passage, une «campagne de dénigrement ciblant des députés du parti, et remettant en cause leur fidélité et leur engagement aux côtés du président de la République».

Une intervention qui déplaira au président de séance, le président de l'APN, qui lui reprochera ainsi de «sortir de l'ordre du jour», suite à quoi Djemai a quit-



Mohamed Djemai.

té la plénière. Sollicité pour en savoir plus sur sa «réplique», Djemai a été un peu plus précis en évoquant une campagne de dénigrement touchant la crédibilité de certains députés accusés, entre autres, d'infidélité au président de la République.

Affirmant agir par devoir de défendre ces députés, le chef du groupe parlementaire du FLN

s'est voulu un peu plus explicite au sujet de ces «accusations» portées à certains de ses collègues.

Entre autres, celle d'être «toujours» proche de l'ex-secrétaire général du parti, Ali Benflis, portée notamment contre le président de la Commission parlementaire d'amitié algéro-chinoise, pour justifier son éviction de

la délégation parlementaire présidée par le président de l'APN devant se rendre prochainement en Chine. «Une véritable chasse aux compétences menée, selon Djemai, par des parvenus dont un ex-maire du FIS dissous.» Pour le chef du groupe parlementaire du FLN, «ce registre du commerce valable peut-être en 2004 ne l'est plus de nos jours, surtout que le parti a commencé à cicatriser ses plaies par la clairvoyance du nouveau secrétaire général qu'on n'a pas importé».

Cela dit, notre interlocuteur a été évasif au sujet d'un «rapport» que le président de l'APN aurait adressé récemment au président d'honneur du parti, qui n'est autre que le président de la République, un rapport qui porterait sur les cas de députés qui auraient fait montre d'indiscipline, s'inscrivant à «contre-sens» des projets de loi présentés par le gouvernement qui ne fait qu'appliquer le programme du chef de l'Etat.

M. K.

## SELON KADDOUR BENTAHAR

### Le nouveau code des douanes sera examiné le 11 décembre au Parlement

**Le nouveau code des douanes sera examiné le 11 décembre prochain au Parlement, a annoncé hier le directeur général des douanes, Kaddour Bentahar. Il devrait être fin prêt début 2017.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le premier responsable des douanes s'exprimait lors de la réunion périodique de la cellule d'écoute dédiée aux exportations, initiée par le ministère du Commerce. Le lieu et le timing de l'annonce ne sont pas fortuits, puisque le nouveau texte est porteur de nouveautés, notamment des facilitations, en faveur de l'acte d'exportation en dehors des hydrocarbures. Il convient de souligner que les Douanes algériennes, dira le premier responsable, s'engagent à accompagner cette politique gouvernementale visant à encourager les exportations en hors hydrocarbures.

En soulignant que les douanes seront le maillon fort de la chaîne qui mènera vers les objectifs de diversification de l'économie. Evoquant la nouvelle zone de transit de Tamanrasset, que le gouvernement s'apprête à installer, Kaddour Bentahar dira que ses services ont l'expertise pour la gérer. «Si c'est une zone sous-douane où tout se passe dans cette zone, il y a juste une logistique à mettre en place. S'il s'agit de produits frais, il ne faudrait pas qu'il y ait une rupture de la chaîne de froid. Il faut préparer toutes les conditions logistiques possibles et imaginables ; s'il faut installer des

conteneurs à froid, il va falloir le faire. S'il s'agit d'une zone sous-douane, tant mieux, l'export se fera directement à partir de cette plateforme», affirmera M. Bentahar à l'adresse des exportateurs algériens présents à la rencontre abritée par la Safex. Et d'ajouter : «En ce qui nous concerne, nous nous inscrivons en droite ligne dans cette politique, nous sommes disposés à accompagner ce projet (plateforme logistique de Tamanrasset) pour sa réussite. Nous serons le maillon fort qui va créer cette dynamique au niveau de Tamanrasset par nos instruments de gestion des zones sous-douane qui seront renforcées par le nouveau code des douanes qui sera prêt début 2017.»

De son côté, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb, a indiqué que l'export doit être un rêve partagé par tous. Et dit croire personnellement à ce rêve «car je pense qu'il est de plus en plus partagé». surtout, ajoute-t-il, que durant les six premiers mois de cette année, le Centre du registre de commerce (CNRC) a enregistré 650 demandes émanant d'opérateurs économiques qui veulent se spécialiser dans l'exportation hors hydrocarbures (HH). «Ceci est un facteur très positif surtout que nous vivons une période où nous avons des produits algériens de qualité supérieure et très compétitifs par rapport aux produits étrangers», fera remarquer M. Belaïb. A tel point, poursuit-il, que certaines opérations d'exportation se sont effectuées directement avec des délégations étrangères venues dans notre pays.

Néanmoins, le ministre fera observer que même en engageant des actions visant à encourager l'exportation hors hydrocarbures, il se trouve toujours des «gens qui cultivent la sinistrose et propagent le pessimisme». «Tous les pays du monde traversent des situations difficiles comme le nôtre, il faudrait du coup invoquer le sentiment patriotique qui, contrairement à ce qu'on pense, n'est plus une idée archaïque ; la preuve des pays développés en Europe et les Etats-Unis invoquent ce sentiment, comme le fait du nouveau Président élu Donald Trump comme une alternative à ces crises qui secouent aujourd'hui le monde», notera le ministre. «Je suis de ceux qui croient dur que l'Algérie a de très grandes chances de hisser le niveau de ses exportations en dehors des hydrocarbures. Je ne dis pas que les exportations HH vont remplacer immédiatement la rente pétrolière, mais elles vont contribuer à trouver des parades contre la crise que nous traversons», relève M. Belaïb.

S'agissant de la cellule d'écoute sur les exportations, il dira que dans une première étape, elle a été consacrée à l'écoute des acteurs opérationnels (Banque d'Algérie et les douanes...).

Prochainement, cette cellule entamera le ballet des ministres qui sont concernés. «Nous allons, très prochainement, recevoir les ministres de l'Agriculture, de l'Industrie et des Transports, puis nous verrons les autres secteurs qui seront impliqués», a déclaré le ministre du Commerce.

Y. D.

## BOUIRA

### Perpétuïté pour le terroriste Abou El Moundhir

Arrêté en mai 2015 lors de la fameuse opération antiterroriste menée par l'ANP et qui s'était soldée par l'élimination de 25 terroristes appartenant au groupe terroriste Jund Al Khilafa, dans la localité de Ferkious dans la commune de Guerrouma, à 70 kilomètres au nord-ouest de Bouira, le terroriste Benaichoub Mohamed-Amine, devait répondre hier mardi des faits retenus contre lui, notamment sa participation à l'attaque terroriste contre une escorte de la Gendarmerie nationale qui assurait la sécurité des Chinois chargés de la réalisation de la pénétrante Ahnif-Béjaïa, durant laquelle quatre gendarmes furent blessés dont deux grièvement. Hier, le prévenu présent au box des accusés et qui était déjà condamné dans une autre affaire à la peine capitale, a essayé de nier en partie son implication dans cette attaque mais le procureur général l'avait piégé lorsqu'il lui demandera, si lors de cette attaque, il y avait comme rapporté à l'époque, des terroristes morts. Et le prévenu de répondre spontanément par la négative en ajoutant même que personne parmi eux n'avait été touché.

Cela étant, rappelons que lors de son arrestation par les éléments de l'ANP dans une maison isolée dans la localité de Ferkious, le terroriste Benaichoub Mohamed-Amine, natif d'Ouled Yaïche dans la wilaya de Blida et ayant rejoint le maquis terroriste en 2012, à l'âge de 18 ans, en ralliant la phalange Al Farouk qui ne tardera pas à rejoindre le groupe de Jund Al Khalifa qui avait fait allégeance à Daesh, était en tenue afghane et avait en sa possession, un fusil à pompe, 2 bombes artisanales, 29 balles et une paire de jumelles.

Lors de son interrogatoire comme rapporté dans l'arrêt de renvoi ce lundi, le prévenu avait largement reconnu sa participation aux opérations terroristes contre les forces de l'ordre et n'a jamais nié son appartenance à la phalange Al Farouk et son allégeance pour l'organisation d'Al Baghdadi. Cependant, hier et se sachant perdu, le prévenu cherchera à maintes reprises de feindre la folie en faisant des gestes incohérents avec ses mains tout au long de l'audience, mais le juge le piégera également quand il lui posait des questions sur son identité et l'identité de ses parents, auxquelles il répondait normalement.

Après les plaidoiries, le procureur général a requis contre le prévenu la peine capitale, au même titre que ses acolytes, au nombre de six qui étaient cités dans cette affaire mais dont cinq sont toujours en fuite alors qu'un sixième a été éliminé par les forces de l'ANP. Après délibérations, le verdict est tombé tard dans la soirée après plus de cinq heures de procès et le prévenu Benaichoub Mohamed-Amine, reconnu coupable, a écopé d'une peine de réclusion à perpétuité, alors que ses cinq acolytes qui sont toujours en fuite, ont écopé de 20 ans de réclusion criminelle par contumace.

H. M.